

Madagascar : des élections pour sortir de la crise

Huffingtonpost - Jean-Marie Bockel¹ - 05/07/13

Alors que les zones de conflit -du Sahel à la Syrie, en passant par l'Afghanistan- occupent quotidiennement l'espace médiatique, une crise majeure semble étrangère à l'Europe, au gouvernement français et aux relais d'opinion: la crise malgache. Trop lointaine, trop longue et sans encore d'images dramatiques? Faut-il attendre que le peuple souffre encore plus de cette transition politique qui n'en finit plus pour agir? Faut-il attendre le dernier moment, le moment où il sera peut-être trop tard? Pourquoi se retrouve-t-on aujourd'hui dans une nouvelle impasse politique et quelles sont les voies pour en sortir?

Une longue transition

Après plus de quatre années de transition, le peuple malgache se préparait à la tenue, tant attendue, de l'élection présidentielle le 24 juillet prochain, devant sortir la Grande Île d'une crise de gouvernance. La décision de la Cour électorale spéciale (CES) du 3 mai dernier arrêtant la liste des 41 candidats à l'élection présidentielle a cependant replongé le pays dans une impasse politique en validant, en violation de certaines dispositions de la législation électorale et des engagements pris par Messieurs Rajoelina et Ravalomanana, [trois candidatures "sensibles"](#). Celle tout d'abord, déposée hors délais, du président actuel de la transition, [Andry Rajoelina](#), qui gouverne [Madagascar](#) depuis 2009 sans avoir été élu et ne souhaite pas démissionner de son poste comme prévu dans les textes, 60 jours avant le scrutin. Celle ensuite de l'épouse de l'ancien président, [Marc Ravalomanana](#), renversé en 2009 par Andry Rajoelina, qui se présente au nom de la mouvance de son mari, alors qu'elle ne réside pas à Madagascar depuis plus de six mois, condition pourtant exigée par la Constitution. Celle enfin de Didier Ratsiraka, candidat et ancien président malgache durant 22 ans, qui ne remplit également pas la condition de résidence.

Cette décision a fait l'objet de critiques au niveau national et de tentatives de médiations en tout genre auprès des trois candidats contestés et des membres de la CES afin de contribuer au déblocage de la situation. Le 28 mai, une autre décision contestable de la CES, qualifiant de "cas de force majeure" l'annonce d'une éventuelle suspension du financement du processus électoral par la communauté internationale, a entraîné, par application de la loi, l'adoption d'un décret par le conseil de gouvernement portant report de la date du premier tour de l'élection présidentielle. Problème: selon la "Feuille de route de sortie de crise à Madagascar", conclue le 16 septembre 2011 par la quasi-totalité des acteurs politiques malgaches, c'est la Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENI-T) qui aurait dû être consultée pour fixer, de concert avec les Nations unies, un nouveau calendrier électoral. Dans cet imbroglio politique et juridique, d'autres facilitateurs internes - le Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes (FFKM) et les militaires - essaient depuis de trouver des solutions. Quant aux médias malgaches, souvent qualifiés de partisans et ayant pris part pour certains aux deux derniers renversements politiques, ils font preuve dans leur ensemble de responsabilité, notamment à travers l'adoption d'une charte d'engagement pour la bonne couverture électorale. Ce qui n'empêche pas la propagation croissante de rumeurs et des dérapages de plus en plus récurrents sur les ondes à l'endroit des "vazaha" (étrangers).

La Communauté internationale, réunie au sein d'un Groupe international de contact (GIC-M), a attendu le 26 juin 2013 pour se réunir à Addis-Abeba pour *in fine* reprendre les recommandations du Sommet de la troïka de la SADC du 10 mai 2013. Pour envisager des sanctions contre tous ceux qui bloquent le processus de sortie de crise, pour confirmer la suspension de l'appui financier et technique au processus électoral tout en souhaitant la tenue rapide d'élections !

Une crise larvée

¹ Ancien ministre, sénateur du Haut-Rhin, vice-président de l'UDI, président de La Gauche Moderne. Alors membre du Parti socialiste, il a été secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce entre 1984 et 1986, puis ministre du Commerce en 1986, dans le gouvernement de Laurent Fabius. Sous cette étiquette, il est aussi élu plusieurs fois maire de Mulhouse, député et sénateur du Haut-Rhin. À la suite de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, en 2007, il quitte le PS pour fonder le mouvement La Gauche moderne au sein de la majorité présidentielle. Il devient l'une des personnalités d'« ouverture » dans le gouvernement de François Fillon II où il est nommé, en juin 2007, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie.

Pendant que cette "transition-crise" politique n'en finit plus de se prolonger, les indicateurs économiques et sociaux de Madagascar ne cessent de se détériorer. C'est ce que pointe très précisément une note récente de la Banque mondiale intitulée "Madagascar: comptabiliser les coûts élevés de l'impasse politique": l'État de droit disparaît, les services publics sont au point mort, la corruption est omniprésente, la gouvernance des ressources naturelles est catastrophique, la pauvreté a fortement augmenté, l'insécurité est croissante, les infrastructures se dégradent, la crise alimentaire guette, etc...

Aujourd'hui, 92% des malgaches vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 2\$ par jour), soit 10% de plus qu'en 2008. Le revenu par habitant est retombé à son niveau de 2001 sous les effets combinés d'une croissance démographique annuelle de 2,9 % et d'une croissance économique proche de 0 % sur la période 2009-2013 (alors que la croissance annuelle était de 5% avant 2009). Certains des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui paraissaient pourtant réalisables dès 2007 - mortalité infantile, taux net de scolarisation et d'achèvement dans le primaire, pauvreté - sont en constante dégradation. Dans ce climat d'instabilité politique et économique, l'aide étrangère comme les investissements directs étrangers ont chuté et les exportations malgaches ne bénéficient plus depuis 4 ans de la détaxation vers les Etats-Unis (dans le cadre de l'*African Growth Opportunity Act*), entraînant la suppression de dizaines de milliers d'emplois.

La prochaine médiation de la SADC et du GIC-M est prévue le 9 juillet prochain. Nul besoin d'attendre ses résultats pour constater les échecs de la SADC dans cette entreprise, ses limites et ses incohérences. Beaucoup de temps a été perdu, beaucoup d'argent a été investi par la communauté internationale, par les contribuables de ces Organisations, pour l'appui au processus de sortie de crise malgache. Ablassé Ouedraogo, envoyé spécial de l'Union africaine à Madagascar en 2009, déclarait il y a quelques jours sur *Radio France internationale* que la SADC faisait partie du problème malgache, en ayant notamment ré-ouvert le dossier malgache à plusieurs reprises avec des positions partisans. Ce témoignage traduit bien l'échec de médiation de la communauté internationale dans son ensemble, qui selon le principe de subsidiarité qui prévaut de plus de plus dans le traitement des crises, a laissé à l'Organisation régionale concernée - la SADC - le champ libre pour conduire cette médiation.

Urgent de trouver une solution

Il devient urgent pour les Nations Unies, l'Union africaine et l'Union européenne de prendre une part plus active dans la recherche d'une solution rapide pour la tenue de l'élection présidentielle puis des élections législatives. Quant à la France, ne pas délivrer de visas de séjour dans l'Hexagone aux trois candidats illégitimes ne constitue pas une solution de sortie de crise: la rétorsion ne fera pas la médiation.

Il revient désormais à la Communauté internationale de répondre positivement à l'appel de Mme Béatrice Atallah, la Présidente respectée de la CENI-T, au nom des 20 millions de malgaches: "Aidez-nous à sortir de l'impasse actuelle et acceptez à titre exceptionnel d'autoriser l'ensemble des 41 candidats à prendre part au prochain scrutin présidentiel. Laissez-nous faire ces élections".

Il convient de faire confiance au peuple malgache, de croire en l'indépendance de la CENI-T pour organiser des élections libres, fiables et transparentes. Cependant, la CES qui a perdu toute crédibilité auprès des parties prenantes malgaches et de la communauté internationale, ne saurait, dans sa configuration actuelle, gérer le contentieux électoral et proclamer les résultats définitifs des élections. La question de sa reconfiguration s'avère essentielle au bon déroulement du processus électoral pour éviter des constatations post-électorales qui pourrait générer une crise d'une ampleur encore plus dramatique.

Source : http://www.huffingtonpost.fr/jeanmarie-bockel/madagascar-elections_b_3546258.html